

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 22/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CIC VNS

3 rue de Dunkerque
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-024-023
Code AIOT : 0006103470

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2024 dans l'établissement CIC VNS implanté 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée en cours de procédure de demande d'autorisation pour régularisation de la société, en phase de décision.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIC VNS
- 3 rue de Dunkerque 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103470
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société CIC-VNS est une société spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques utilisées dans l'industrie générale, le domaine médical mais également l'industrie automobile. Elle a été rachetée en juillet 2022 par l'actuel directeur général et son président. Le site est classé SEVESO seuil bas par la règle des cumuls des produits chimiques présents sur le site. Il s'organise autour des activités suivantes :

- le chromage : traitement de surface électrolytique (apport de courant électrique grâce à des redresseurs de courant) dans les bains d'acide chromique ;

- le nickelage : traitement de surface chimique sur une chaîne de succession de bains de traitement chimique et de bains de rinçage ;
- l'entretien : sablage de pièces dans des cabines pour préparation aux traitements ;
- le polissage : polissage sur tour à bande pour préparer ou finir le traitement ;
- la rectification : usinage par pierre pour « usiner » le chrome

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 23/06/09 article 9.1.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Protection des installations	Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.1	Demande d'action corrective	12 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23 juin 2009 Annexe 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/06 article 3-II	Sans objet
2	Prévention risque inondation	PPRNPi du bassin du Furan Titre 2 article R4	Sans objet
3	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/06, articles 29 et 30	Sans objet
5	Aire de dépotage	AP de Mise en Demeure du 01/12/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de respecter toutes les prescriptions du futur arrêté qui réglementera les activités du site, l'exploitant devra ré-étanchéifier ses rétentions, mettre aux normes ses cheminées et installer un piézomètre supplémentaire en aval de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/06, article 3-II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.
Constats : Les commandes d'ouverture manuelle des dispositifs de désenfumage au niveau de la chaîne de nickel ont été déplacées depuis la dernière inspection sur avis du SDIS. Elles étaient placées derrière la chaîne de nickel, l'accès y était difficile. Elles sont maintenant placées à proximité de l'accès à la partie nickelage de l'entreprise. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant enverra à l'inspection l'avis du SDIS sur l'emplacement adéquat des commandes de désenfumage et la facture des travaux réalisés dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention risque inondation

Référence réglementaire : PPRNPi du bassin du Furan Titre 2 article R4
Thème(s) : Risques accidentels, Inondation
Prescription contrôlée : Dans les cinq ans suivant la date d'approbation du plan: • toute construction devra disposer d'un dispositif permettant de rendre étanche les ouvertures en cas de submersion inférieure à trente centimètres;
Constats : Pour prévenir tout risque lié à un cas d'inondation, les mesures suivantes sont mises en place : un des batardeaux de 1,015 m reste installé et bloque une des ouvertures au niveau du sous-sol en permanence ; Au niveau de la seconde ouverture : -un batardeau automatique de 30 cm se ferme dès la détection de liquide au sol. -l'exploitant met en place un batardeau d'1,015 m minimum pour éviter tout risque d'inondation dès lors que le personnel est absent du site (week end, fermetures programmées) plus de 24h. Ces batardeaux ont une résistance suffisante pour résister à la pression exercée par l'eau de crue lors d'une montée des eaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/06, articles 29 et 30
--

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage déchets
<p>Prescription contrôlée : Les déchets sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient un registre des déchets conformément aux dispositions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et à ses arrêtés d'application.</p> <p>Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets dangereux liquides issus des chaînes de traitement sont stockés au sous-sol qui fait office de rétention. Ils sont évacués vers des installations dûment autorisées . Ils sont stockés au sous-sol dans l'attente de l'évacuation pendant une durée maximale de 6 mois Les bains usés de chrome sont pompés par un camion directement dans les cuves de chromage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/09 article 9.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols
<p>Prescription contrôlée : Article 9.1.1.1. Conception du réseau de forages Sur la base de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site, seront définis : - leur nombre (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont) - leur lieu d'implantation - leur profondeur</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entreprise dispose pour le moment de 3 ouvrages : 2 en amont et 1 en aval.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra définir les modalités de la surveillance des eaux souterraines (emplacement du deuxième piézomètre aval) établie à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique (par le BRGM par exemple). L'installation du deuxième piézomètre aval devra être réalisé dans un délai de 6 mois et une surveillance 2 fois par an, à minima sur 1 piézomètre amont et 2 aval devra être mise en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 01/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif d'obturation des réseaux d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : La société CIC_VNS exploitant l'installation de traitement de surface située au 3 rue de Dunkerque sur la commune de Saint-Etienne, est mise en demeure de respecter l'article 7.4.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009/0289 du 23 juin 2009 , dans un délai de 3 mois, en mettant en place un dispositif d'obturation permettant d'éviter qu'un écoulement accidentel lors d'une opération de dépotage puisse rejoindre le réseau d'eaux pluviales.
Constats : L'exploitant s'est fourni les dispositifs d'obturation demandés lors de l'inspection du 05/10/23. L'Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 01/12/2023 est levé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'entraîner à installer les dispositifs d'obturation avant la prochaine opération de dépotage et vérifier leur étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, conduits et installations raccordés
Prescription contrôlée : L'emplacement des conduits de rejet est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : L'ERS fournit lors du dépôt du dossier a conclu que l'ensemble des exutoires montrent un obstacle au débouché (coude, chapeau chinois...) et donc une gêne à la dispersion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser une étude de dispersion des rejets atmosphériques et/ou changer les exutoires pour qu'ils permettent une bonne diffusion des rejets à l'atmosphère. L'exploitant enverra à l'inspection les analyses de rejet de HCl dans les conduits 5 et 6
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions générales :</p> <p>« Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances à mentions de dangers H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Ils sont aménagés de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.</p> <p>« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>« L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol en béton au niveau supérieur des cuves de chrome est abîmé par endroit.</p> <p>Les cuves de chrome sont sur des rétentions de volume suffisant puisque le « trop-plein » serait retenu au sous-sol. Le fond de ces rétentions n'est pas visible et les cuves de chrome, ne peuvent pas être soulevées, l'état des rétentions ne peut donc pas être vérifié.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet dans un délai de 3 mois un calcul des volumes de rétention (volumes nécessaires et volumes disponibles en fonction des volumes de bains à retenir et tenant compte des incompatibilités entre les produits mis en œuvre). Il justifie de l'adéquation des rétentions disponibles aux capacités nécessaires. Si les rétentions disponibles ne permettent pas de garantir le respect de la prescription, il propose sous 1 mois à l'inspection un programme de mise en conformité avec échéancier de réalisation.</p> <p>Le fond de toutes les rétentions devra être ré-étanchéifié, dans un délai de 3 mois. La facture justifiant de la réalisation des travaux sera envoyée à l'inspection</p> <p>Les résines défectueuses en haut des cuves de chromage seront réparées dans le même délai.</p> <p>L'étanchéité des cuves devra être vérifiée tous les ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23 juin 2009 Annexe 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés au titre 6 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.</p>

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Ba (2) entre 35 et 45 dBA	Ba (2) supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	70	6	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	60	4	3

(1) Br = Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence des bruits particuliers du site (installations à l'arrêt)

(2) Ba = Bruit ambiant : bruit total composé des bruits émis par toutes les sources proches et éloignées (installations en fonctionnement)

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de résultats d'analyse de bruit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En application de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 Annexe 5, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer une analyse des niveaux sonores sous un délai de 3 mois.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins, en limite de propriété et en zones à émergence réglementée, en période de jour et de nuit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois